

Chapitre 13

L'entreprise et la responsabilité pénale

1 Application 1

1. Montrer l'importance particulière que revêt le principe de l'interprétation stricte de la loi en droit pénal.

Le juge pénal doit rechercher si les faits correspondent à une incrimination connue. Il ne peut pas en créer qui ne soient pas prévus par la loi. Il peut par contre, quand le texte de loi n'est pas suffisamment précis, rechercher l'intention du législateur et apprécier le sens des termes employés. Mais il ne peut pas juger par analogie ou par induction.

Le droit pénal est un droit répressif dont la sanction principale est une peine privative de liberté, l'emprisonnement ou la réclusion criminelle. D'autres peines portent atteinte au patrimoine ou à l'honneur de la personne condamnée.

Le droit pénal doit protéger la société et à ce titre être répressif tout en étant garant des libertés individuelles.

Le principe de l'interprétation de la loi pénale a donc des conséquences plus importantes en droit pénal que dans les autres branches du droit. Selon si les juges élargissent ou restreignent le champ d'application du texte, la personne poursuivie sera condamnée ou non à une peine privative de liberté par exemple.

En l'espèce, l'homicide est le fait de causer la mort d'autrui. La cour de cassation refuse de reconnaître l'homicide sur un fœtus car cette infraction ne peut être étendue à l'enfant à naître qui n'a pas le statut de personne vivante.

2. Quel lien peut-on faire entre le principe de légalité et celui de l'interprétation stricte de la loi pénale ?

Le principe de légalité signifie qu'un acte ne constitue une infraction que si un texte l'a préalablement défini. Dans le cas contraire, il sera une faute susceptible d'engager la responsabilité civile de son auteur. Il n'y a pas d'infraction sans texte.

Il en est de même pour les sanctions. Il n'y a pas de peine sans texte.

Le principe de l'interprétation stricte de la loi pénale est le corollaire du principe de la légalité des infractions (Cass. crim. 29 juin 2001). Il en est le prolongement.

En l'espèce, la cour de cassation précise que le principe de la légalité des délits et des peines impose une interprétation stricte de la loi pénale.

3. Quels sont les critiques et les avantages de ce principe ?

Avantages : ce principe laisse au législateur le soin de définir avec précision les différentes incriminations. Le juge n'a pas de pouvoir à ce niveau. C'est donc une garantie contre l'arbitraire des juges. Il permet de garantir les libertés individuelles.

Il permet également à une peine d'avoir un rôle préventif puisque la peine est clairement définie à l'avance.

Il stimule le législateur qui doit prévoir les infractions et réagir avant les criminels.

Inconvénients : il permet de laisser des criminels impunis si leur comportement dangereux n'a pas été incriminé. Selon certains auteurs, le droit pénal apparaît comme subordonné à la criminalité.

2 Application 2

Le gérant des établissements Dupinar a-t-il commis une tentative de tromperie ?

Il s'agit de savoir si l'envoi des échantillons constitue ou non un commencement d'exécution et si l'absence de commande de la part des clients peut être considérée comme une absence de désistement volontaire de la part de l'auteur.

Pour que la tentative soit punissable, différents éléments doivent être réunis :

- La tentative de délit n'est punissable que si un texte la prévoit. En l'espèce, l'article 213-1 du code de la consommation prévoit la tentative de tromperie.
- Un commencement d'exécution : « acte devant avoir pour conséquence directe et immédiate de consommer l'infraction et qui est accompli dans l'intention de la commettre ». En l'espèce, l'envoi des échantillons constitue un commencement d'exécution puisque les échantillons de vin avec de fausses étiquettes ont été envoyés aux clients. L'intention de commettre l'infraction existe. Il ne s'agit pas d'une négligence mais d'une volonté de tromperie.
- Une absence de désistement volontaire : la tromperie n'a pas eu les effets escomptés puisqu'elle n'a pas été suivie de commandes. Cette circonstance est indépendante de la volonté du gérant.

Le gérant peut être poursuivi pour tentative de tromperie.

3 Application 3

Analyser la situation d'Axel

La complicité est définie à l'article 121-7 du code pénal. Pour qu'elle soit punissable, il faut que différents éléments soient réunis :

- un **élément légal** : le fait principal doit être punissable. Il doit être un crime ou un délit. *En l'espèce, cet élément existe puisqu'un délit a été commis par Maxime et qu'il est poursuivi devant le tribunal correctionnel.*
- un **élément matériel** : deux cas de complicité sont prévus par la loi : la complicité par provocation ou fournitures d'instructions et la complicité par aide ou assistance. *En l'espèce, Axel a donné des instructions pour que Maxime donne une correction à Bob.*
- un **élément moral ou intentionnel** : le complice doit avoir agi en toute connaissance de cause. *En l'espèce, Axel prétend ne pas avoir donné des instructions pour porter atteinte à l'intégrité physique de Bob. La gravité des blessures n'était pas prévue. Il prétend donc que l'auteur des violences est allé au-delà des instructions données. Cependant, la cour de cassation décide, de façon constante, que la complicité par instructions est indifférente au mode d'exécution des instructions données. Il suffit qu'elles soient données en sachant qu'elles conduiront à la commission de l'infraction. Axel peut donc être condamné pour complicité de violence avec arme.*

4 Application 4

Arrêt de la Cour de cassation, chambre criminelle du 12 décembre 2012

1. Expliquez les termes suivants :

Prescription de l'action publique

Délai au-delà duquel il n'est plus possible de poursuivre l'auteur de l'infraction. En matière de crime, le délai est de 10 ans, pour un délit, 3 ans et 1 an pour une contravention.

Un viol est un crime. En l'espèce, le délai de prescription est donc de 10 ans.

Mise en examen

Décision du juge d'instruction qui a pour but de faire connaître à la personne mise en cause, les faits pour lesquels elle est poursuivie.

Classement sans suite

Décision prise par le procureur de la république de ne pas poursuivre l'auteur d'une infraction lorsque les circonstances particulières à la commission des faits le justifient. Le classement sans suite est provisoire tant que la prescription n'est pas acquise.

2. Quels sont les faits ?

Un viol a été commis à Lorient le 24 juin 2001 mais l'auteur de l'infraction n'a été mis en examen que le 14 mars 2012 à la suite de la comparaison de son profil ADN prélevé sur la victime avec le fichier national automatisé des empreintes génétiques. Entretemps, le dossier avait été classé sans suite le 31 août 2001.

3. Quel rôle a joué la chambre de l'instruction ?

Elle est une juridiction d'appel des décisions juridictionnelles du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention.

L'auteur de l'infraction avait fait appel devant la chambre de l'instruction pour qu'elle constate l'extinction de l'action publique par prescription.

Or, elle avait estimé que la prescription de l'action publique avait été interrompue par un acte d'instruction. C'est la raison pour laquelle l'auteur de l'infraction s'était pourvu en cassation.

4. Quel motif la Cour de cassation retient-elle pour rejeter le pourvoi ?

La prescription de l'action publique est interrompue par tout acte de poursuite ou tout acte d'instruction. La cour de cassation a estimé que l'acte qui a consisté à demander la comparaison entre le profil ADN de l'auteur du viol et ceux du fichier national automatisé des empreintes génétiques, acte qui a permis l'identification de l'auteur du crime, était un acte d'instruction interrompant la prescription.

7 Application 5

1. Quelle suite le procureur doit-il donner à la plainte de la jeune femme ?

Le procureur décide de l'opportunité des poursuites. Il est saisi d'une plainte simple. En théorie, il peut classer sans suite ou décider de poursuivre. En l'espèce, l'infraction commise est un crime. L'instruction est obligatoire. Il doit donc saisir le juge d'instruction par un réquisitoire introductif d'instance. S'il ne le fait pas, la victime peut alors déposer une plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction.

2. Quels actes le juge d'instruction va-t-il prendre ?

Interrogatoire de première comparution

Mise en examen pour vol en réunion avec violences

Saisine du juge des libertés et de la détention qui délivrera une ordonnance de mise en détention et un mandat de dépôt

3. Le juge d'instruction peut-il décider du placement en détention provisoire ?

La décision de placement en détention provisoire ne relève pas du juge d'instruction mais du juge des libertés et de la détention.

4. À la fin de l'instruction, quel acte juridictionnel doit-il prendre ?

Il doit prendre une ordonnance de règlement qui en l'occurrence sera une ordonnance de mise en accusation.

5. L'employée du magasin souhaiterait réclamer des dommages et intérêts en réparation du préjudice moral et matériel subi. Comment le peut-elle ?

La partie civile peut se constituer partie civile afin d'obtenir réparation de son préjudice. Elle aurait pu le faire tout au début de la procédure en déposant une plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction. Elle aurait eu pour but de déclencher l'action publique.

Elle a déposé une plainte simple auprès de la police. C'est le procureur qui a déclenché l'action publique en transmettant au juge d'instruction un réquisitoire à fin d'informer.

Il faut donc qu'elle se constitue partie civile auprès du juge d'instruction. Elle peut le faire à tout moment de l'instruction.

8 Application 6

Compléter le schéma en indiquant pour chaque flèche à quelle phase ou décision de la procédure pénale elle correspond.

Flèche 1 : plainte simple

Flèche 2 : plainte avec constitution de partie civile

Flèche 3 : enquête

Flèche 4 : commissions rogatoires

Flèche 5 : réquisitoire afin d'informer

Flèche 6 : si inopportunité des poursuites

Flèche 7 : mesures alternatives aux poursuites

Flèche 8 : citation directe

Flèche 9 : ordonnance de non lieu si charges insuffisantes

Flèche 10 : ordonnance de mise en accusation

Flèche 11 : ordonnance de renvoi si délit

Flèche 12 : ordonnance de renvoi si contravention

Flèche 13 : arrêt de non-lieu si charges insuffisantes

Flèche 14 : arrêt de mise en accusation

Flèche 15 : si appel

Flèche 16 : si pourvoi en cassation